

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

| ABONNEMENTS ET ANNONCES | TARIF DES ABONNEMENTS | | ANNONCES ET AVIS DIVERS | |
|--|--|--|-------------------------|--|
| | VOIE NORMALE | VOIE AERIENNE | | |
| | Six mois | Un an | Six mois | Un an |
| Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque. Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance. Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs | Sénégal et autres Etats de la CEDA O 15.000f Etranger : France, Zaire R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. Etranger : Autres Pays Prix du numéro Année courante 600 f Par la poste : Majoration de 130 f par numéro Journal légalisé 900 f | 31.000f - 20.000f 23.000f Année ant. 700f - | 40.000f 46.000f - | La ligne 1.000 francs Chaque annonce répétée Moitié prix (Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces). Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81 |

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

1996

9 juillet Décret n° 96-572 fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière 301

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1996

10 juillet Décret n° 96-597 portant statut de l'Université de Saint-Louis 304

MINISTERE DU COMMERCE DE L'ARTISANAT ET DE L'INDUSTRIALISATION

1996

9 juillet Décret n° 96-583 complétant le décret n° 94-669 du 30 juin 1994 portant libéralisation de certains produits à l'exportation et relatif à l'importation de la friperie 309

9 juillet Décret n° 96-584 complétant le décret n° 94-669 du 30 juin 1994 portant libéralisation de certains produits à l'exportation et relatif à l'importation des véhicules d'occasion 310

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 310

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE

DECRET n° 96-572 du 9 juillet 1996

fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.

RAPPORT DE PRESENTATION

La dégradation des ressources naturelles, par son impact sur les systèmes de production constitue une contrainte majeure au développement économique et social, poussant les populations à surexploiter de plus en plus les ressources forestières.

Celles-ci, outre leur rôle de protection et de maintien de fertilité des sols, fournissent l'essentiel de l'énergie domestique et contribuent pour beaucoup à l'alimentation de la majeure partie de la population et à l'économie pastorale nationale.

L'aridification de plus en plus marquée du climat, les feux de brousse, la compétition des terrains agricoles, le surpâturage et les défrichements sont, sans conteste, les causes principales du recul des formations naturelles.

Pour faire face à cette situation, plusieurs actions ont été entreprises. Dans le cadre stratégique, le plan directeur de développement forestier élaboré en 1981, a permis, à partir d'un diagnostic global de la situation, de définir une stratégie d'actions à court, moyen et long termes (Horizon 2016). Ce plan, qui a donné naissance à une série de programmes et de projets de conservation et de restauration du couvert forestier se fixait les objectifs suivants :

- conservation du potentiel forestier et des équilibres socio-écologiques (par les aménagements, la protection, la restauration des formations naturelles);
- utilisation rationnelle des ressources forestières, en mettant l'accent sur les économies d'énergies;
- amélioration des conditions de vie en milieu rural;
- amélioration des connaissances sur les problèmes forestiers.

Le plan d'action forestier élaboré en 1993, a redéfini la politique forestière. Celle-ci vise, essentiellement, d'une part à la conservation du potentiel forestier et des équilibres socio-écologiques, et d'autre part la satisfaction des besoins des populations en produits forestiers ligneux et non ligneux.

La loi 93-06 du 4 février 1993, portant modification du code forestier a permis de redéfinir un cadre juridique de protection en cohérence avec le contexte, notamment en encourageant une gestion rationnelle des ressources forestières par l'affirmation de la propriété des différentes personnes privées, physiques ou morales, sur leurs réalisations et le réajustement des modalités d'exploitation des produits de celles-ci.

L'ensemble de ces actions doit cependant être sous-tendu par une application de mesures valorisant davantage les produits, en vue d'une production durable des ressources forestières.

Le présent projet de décret portant modification des dispositions relatives aux taxes et redevances en matière d'exploitation forestière s'inscrit dans cette dynamique. Il a pour objet d'ajuster les redevances sur les produits forestiers, en tenant cependant compte des prix actuels, des marges bénéficiaires des exploitants et des contraintes sociales. Il tient également compte des préoccupations de maîtrise de tendances inflationnistes suivant la dévaluation du franc CFA.

L'application des dispositions prévues permettra :

- d'encourager une gestion rationnelle des ressources forestières;
- de favoriser l'implication des populations locales dans les productions forestières en instituant un système de taxation différenciée;
- de limiter les abus sur les demandes de transformation en charbon de bois des produits issus des défrichements par une taxation dissuasive par rapport au bois mort.

Autant d'innovations en direction de la participation des populations, de la rationalisation de l'exploitation et de la valorisation des ressources forestières.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu la loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine national;

Vu la loi 72-25 du 19 avril 1972 relative aux communautés rurales, modifiée;

Vu la loi 75-64 du 28 juin 1975 portant loi organique relative aux lois de finances, modifiée par la loi 91-24 du 31 mars 1991;

Vu la loi 83-07 du 28 janvier 1983 portant statut général des coopératives au Sénégal;

Vu la loi n° 93-06 du 4 février 1993 portant Code forestier;

Vu le décret n° 64-367 du 22 mai 1964 portant modification des tarifs de cession des produits du Parc forestier de Hann, des pépinières et des périmètres de reboisement;

Vu le décret n° 87-316 du 14 mars 1987 portant relèvement des redevances en matière d'exploitation forestière modifié par le décret n° 88-582 du 15 avril 1988;

Vu le décret n° 93-717 du 1er juin 1993 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret 94-81 du 2 février 1994 portant organisation du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature;

Vu le décret 95-312 du 15 mars 1995 portant nomination des ministres;

Vu le décret n° 95-315 du 16 mars 1995 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique, entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères;

Vu le décret n° 95-748 du 12 septembre 1995 portant modification de la composition du gouvernement;

Sur rapport conjoint du Ministre de l'Economie des Finances et du Plan et du Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature,

DECRETE :

Article premier. - L'exploitation à caractère commercial des produits forestiers provenant des forêts classées, des périmètres de reboisement en régie ou des forêts naturelles non classées du Domaine national, est soumise à l'acquittement des taxes et redevances forestières fixées par le présent décret.

Art. 2. - Les produits forestiers visés à l'article premier sont cédés sur la base des unités suivantes :

- par pied d'arbre;
- par unité de poids (Kg, quintal, tonne);
- par unité de volume (mètre cube, stère, litre);
- par unité de longueur (mètre);
- par unité de surface (m2);

Art. 3. - Les taxes et redevances sont fixées comme suit :

1 - Espèces ligneuses (par pied d'arbre)

| NATURE DES PRODUITS (Nom local de l'espèce suivi de l'appellation latine) | DIAMETRE MINIMUM EXPLOITABLE | TAUX DE REDEVANCE (F. cfa) |
|---|------------------------------------|----------------------------------|
| <u>Espèces partiellement protégées</u> | | |
| Caicédrat (<i>Khaya senegalensis</i>) | 70 cm | 30 000 |
| Tomboiro noir (<i>Chlorophora regia</i>) | 70 cm | 20 000 |
| Tomboiro blanc (<i>Antiaris africana</i>) | 70 cm | 15 000 |
| Linké (<i>Azelia africana</i>) | 60 cm | 25 000 |
| Rônier (<i>Borassus aethiopicum</i>) | 50 cm | 15 000 |
| Dimb (<i>Cordyla pinnata</i>) | 50 cm | 20 000 |
| Vène (<i>Pterocarpus érinaceus</i>) | 60 cm | 35 000 |
| Kapokier (<i>Bombax costatum</i>) | 60 cm | 12 500 |
| Kadd (<i>Acacia albida</i>) | 40 cm | 12 000 |
| Ir (<i>Prosopis africana</i>) | 40 cm | 10 000 |
| Fromager ou bentonnier (<i>Caibapentandra</i>) | 70 cm | 25 000 |
| Beer (<i>Sclerocarya birrea</i>) | 50 cm | 10 000 |
| Tamarinier (<i>Tamarindus indica</i>) | 40 cm | 10 000 |
| Jubier (<i>Ziziphus mauritania</i>) | 40 cm | 10 000 |
| Gommier (<i>Acacia senegal</i>) | 40 cm | 10 000 |
| Baobab (<i>Adansonia digitata</i>) | 60 cm | 10 000 |
| <u>Espèces non protégées</u> | | |
| Bouyoupa (<i>Schrebera arborea</i>) | 50 cm | 12 000 |
| Detakh (<i>Detarium heudelatianum</i>) | 50 cm | 12 500 |
| Tali (<i>Erythrophileum guineense</i>) | 70 cm | 15 000 |
| Saand (<i>Morus mizosygia</i>) | 50 cm | 8 500 |
| Santan (<i>Daniellia oliveri</i>) | 50 cm | 12 000 |
| Diobitabo (<i>Sterculia tragacanta</i>) | 50 cm | 10 000 |
| Emien (<i>Alstonia boconei</i>) | 50 cm | 12 000 |
| Banneto (<i>Albizzia adiantifolia</i>) | 50 cm | 10 000 |
| Kossito ou solom (<i>Dialium guineensis</i>) | 50 cm | 12 000 |
| Palmier à huile (<i>Elaeis guineensis</i>) | 50 cm | 8 000 |
| Autres espèces non citées | 50 cm | 8 000 |

| 2. Bois de service | | | | | 4 - Produits de cueillette | | | | |
|--|---------|--------------------------|---------------------------|-----------------|--|--|------------------------------|---------------------------|--|
| NATURE DES PRODUITS | | UNITE | TAUX DE REDEVANCE (F.cfa) | | NATURE DES PRODUITS | | UNITE | TAUX DE REDEVANCE (F cfa) | |
| <u>Poteaux</u> | | | | | <u>Ecorces et Racines</u> | | | | |
| - 15 à 25 cm de diamètre au gros bout | | mètre linéaire | 1 500 | | | | kg | 30 | |
| <u>Pilots et Perches</u> | | | | | <u>Gommes</u> | | | | |
| - 6 à 14 cm de diamètre au gros bout | | pièce | 500 | | - mbepp (Sterculia setigera) | | kg | 100 | |
| <u>Petites perches, gaulettes et fourches de 2 m</u> | | | | | - arabique (Acacia senegal) | | | | |
| - diamètre au gros inférieur à 6 cm | | pièce | 500 | | - autres gommes | | kg | 25 | |
| - par mètre supplémentaire | | mètre | 150 | | <u>Fruits et gousses</u> | | | | |
| <u>Tige de bambou et ban</u> | | | | | - Rônier | | | | |
| | | pièce | 75 | | - régime | | | 75 | |
| <u>Rotin</u> | | | | | - Palmistes | | | | |
| - Petit (Calamus decratus) | | mètre | 75 | | - kg | | | 15 | |
| - Gros (Ancistrophyllum secundiflorum) | | | 100 | | - Autres fruits et gousses | | kg | 25 | |
| <u>Crinting</u> | | | | | <u>Feuilles</u> | | | | |
| - Grand panneau (5 m ² au plus) | | pièce | 500 | | - kg | | | 25 | |
| - Petit panneau (3 m ² au plus) | | pièce | 300 | | <u>Huile</u> | | | | |
| - Hors dimensions standard | | m ² | 150 | | - de palme | | litre | 50 | |
| <u>Piquets de clôture</u> | | | | | - de touloucouna (Carapa procera) | | | | |
| - deux mètres de long | | pièce | 350 | | - de karité | | litre | 50 | |
| - par mètre supplémentaire | | | 125 | | - autres huiles | | litre | 30 | |
| <u>Etais de coffrage</u> | | | | | <u>Vin de palme</u> | | | | |
| - 2,50 mètres de long | | pièce | 600 | | - litre | | | 80 | |
| - par mètre supplémentaire | | | 150 | | <u>Divers</u> | | litre/kg | 80 | |
| 3 - Charbon de bois et bois de chauffe | | | | | 5 Les articles d'artisanat | | | | |
| NATURE DES PRODUITS | UNITE | Taux de redevance en CFA | | | <u>Nattes</u> | | | | |
| | | Produits de défrichement | Zones non aménagées | Zones aménagées | - Grand modèle <th>Pièce <th colspan="2"> </th></th> | | Pièce <th colspan="2"> </th> | | |
| Charbon de bois | Quintal | 3.400. | 1.400 | 700 | - Pièce | | | 200 | |
| Bois de chauffe | Stère | 1.500 | 500 | 250 | - Petit modèle | | | 150 | |
| | | | | | <u>Lits «Tara»</u> | | | | |
| | | | | | - Grand modèle | | Pièce | 600 | |
| | | | | | - Petit modèle | | | 400 | |
| | | | | | <u>Lits «Tara» en Mitragyna inermis</u> | | Pièce | 700 | |
| | | | | | <u>Nattes en Grewia bicolor</u> | | pièce | 400 | |
| | | | | | <u>Chaises</u> | | | | |
| | | | | | - Double ou triple places | | Pièce | 250 | |
| | | | | | - petit modèle | | | 150 | |
| | | | | | <u>Paniers et vans</u> | | | | |
| | | | | | - Grand modèle | | Pièce | 70 | |
| | | | | | - Petit modèle | | | 35 | |
| | | | | | <u>Tabourets</u> | | | | |
| | | | | | - Pièce | | | 75 | |
| | | | | | <u>Balais</u> | | | | |
| | | | | | - à manche | | | 50 | |
| | | | | | - petit modèle | | | 50 | |
| | | | | | <u>Pagaies</u> | | pièce | 150 | |
| | | | | | <u>Balafons</u> | | Pièce | | |
| | | | | | - Grand modèle | | | 500 | |
| | | | | | - Petit modèle | | | 300 | |
| | | | | | <u>Tambours (Diémbé et autres)</u> | | | | |
| | | | | | - Grand modèle | | Pièce | 1.500 | |
| | | | | | - Petit modèle | | | 1.000 | |
| | | | | | <u>Statuettes</u> | | | | |
| | | | | | - Grand modèle | | pièce | 500 | |
| | | | | | - Petit modèle | | | 300 | |
| | | | | | <u>Autres articles divers (petits couffins, tamis, etc.)</u> | | | | |
| | | | | | | | | 50 | |

1 Il s'agit de produits issus d'autorisations de défrichement accordées par le gouverneur de région sur avis favorable de la commission régionale de conservation des sols (Articles R 28, et R 29 de la partie réglementaire du Code forestier).

Art. 4. - La carte professionnelle d'exploitant forestier créée par arrêté interministériel n° 10003 du 4 septembre 1972 est soumise à l'acquiescement d'une redevance annuelle de :

- 500 francs par adhérent pour les coopératives;
- 100.000 francs pour les sociétés et les groupements d'intérêt économique;
- 125.000 francs pour les scieries.

Les ouvriers employés sur les chantiers par les exploitants forestiers sont détenteurs d'une attestation délivrée par le service forestier après paiement d'une redevance annuelle de 3.000 francs.

Art. 5. - Les produits forestiers provenant des périmètres de reboisement individuels ou collectifs privés, sont exemptés des différentes taxes et redevances énumérées ci-dessus.

Art. 6. - Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Dakar, le 9 juillet 1996.

Abdou DIOUF.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Habib THIAM.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECRET n° 96-597 du 10 juillet 1996 portant statut de l'Université de Saint-Louis.

RAPPORT DE PRESENTATION

L'Université de Saint-Louis créée par la loi n° 90-03 du 2 janvier 1990 fonctionne sur la base du décret n° 90-054 du 19 janvier 1990 fixant, à titre provisoire, son organisation et son fonctionnement.

A l'examen puis à l'application, ce texte élaboré avant la mise en place des autorités universitaires présente des lacunes et insuffisances qu'il convient de corriger, en vue de permettre à l'institution de mieux remplir sa mission fondamentale.

Le présent projet de décret dont l'intitulé est modifié par rapport au décret précédent introduit l'innovation majeure qui suit et qui tient compte d'une part de l'expérience tirée du fonctionnement et d'autre part des conclusions de la concertation nationale :

- le changement de dénomination des unités d'enseignement et de recherche (UER) en unités de formation et de recherche (UFR) dont le contenu est plus global; toutefois, les UER de « Sciences et Techniques » et de « Sciences de la Santé » prévues dans le décret 90-054 ont été supprimées dans l'attente de disposer des moyens nécessaires à leur création.

Par ailleurs, à l'issue de la concertation nationale sur l'Enseignement supérieur, les conclusions ont été exploitées par le Conseil interministériel tenu le 9 décembre 1993. Ce conseil a pris des décisions que l'Assemblée de l'Université a été chargée d'examiner et d'insérer dans les textes législatifs et réglementaires de l'Université. Il s'agit notamment :

- de la composition de l'Assemblée de l'Université avec des pouvoirs délibératifs accrus et comprenant des membres extérieurs cooptés, du découpage de l'année universitaire;
- du relèvement du taux des droits d'inscription des étudiants étrangers;
- de la centralisation de la gestion universitaire au niveau du rectorat;
- de la composition des conseils d'UFR.

- de la nomination des directeurs d'UFR, élus par leurs pairs;
- de la création d'une commission d'Enseignement et Réforme d'un conseil scientifique et d'une commission de la Coopération et des Relations extérieures.

Enfin, les conditions de grade et les avantages attachés à la fonction des directeurs adjoints d'UFR ont été précisées de même que le rôle, la composition et le mode de fonctionnement des sections.

Telle est, Monsieur le Président de la République, l'économie du présent projet de décret soumis à votre signature.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;

Vu la loi 90-03 du 2 janvier 1990 portant création de l'Université de Saint-Louis et modifiant la loi n° 67-45 du 13 juillet 1967;

Vu la loi n° 91-22 du 16 février 1991 portant orientation de l'Éducation nationale;

Vu le décret 90-054 du 19 janvier 1990 portant organisation provisoire de l'Université de Saint-Louis;

Vu le décret 93-717 du 2 juin 1993 portant nomination du Premier Ministre;

Vu le décret n° 94-553 du 26 mai 1994 abrogeant et remplaçant le décret 90-819 du 19 juillet 1990 relatif à l'orientation des bacheliers sénégalais dans les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de formation de cadres supérieurs;

Vu le décret 95-312 du 15 mars 1995 portant nomination des ministres, modifié par le décret 95-748 du 12 septembre 1995;

Vu le décret 95-315 du 16 mars 1995 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères;

Vu l'avis de l'Assemblée de l'Université en ses séances des 2 et 9 décembre 1994 et du 3 février 1995;

Sur le rapport du Ministre de l'Éducation nationale;

Le Conseil d'Etat entendu en sa séance du 12 octobre 1995.

DECRETE :

TITRE PREMIER. - MISSIONS - STRUCTURES ET ORGANES DE L'UNIVERSITE DE SAINT-LOUIS.

Chapitre premier. - Des missions et des structures.

Article premier. - L'Université de Saint-Louis a pour mission de participer à la formation des cadres supérieurs du Sénégal et des autres pays qui ont recours à elle, de contribuer à la recherche scientifique au niveau national et international, de promouvoir et de développer les valeurs culturelles africaines.

Elle est ouverte à tous les étudiants justifiant des titres requis sans distinction de nationalité, de race, de sexe ni de religion, dans la limite des places disponibles, et selon les procédures spécifiques à chaque établissement.

Les libertés indispensables à l'objectif de la formation et de la recherche sont garanties aux membres du personnel enseignant, aux chercheurs et aux étudiants dans l'enceinte des UFR, instituts et autres établissements d'enseignement supérieur.

Dans le cadre de la législation en vigueur, les membres du personnel enseignant, les chercheurs, le personnel administratif, technique et de service ainsi que les étudiants jouissent également de la liberté d'exprimer leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses et de la liberté d'association.